Rénovation énergétique : les Français paient 6 milliards par an pour une "usine à gaz" administrative

Alors que le prix du carburant s'enflamme, **chaque Français finance la rénovation énergétique sans le savoir à chaque plein**. Mais ce "carburant financier" s'évapore trop souvent dans un système devenu illisible. Il est temps de décrasser un moteur administratif qui sacrifie nos artisans et le pouvoir d'achat des ménages.

1. Le prélèvement invisible au bout du pistolet
Chaque foyer français contribue, à hauteur de 164 € par an en moyenne, au financement des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE). Ce coût est répercuté par les fournisseurs d'énergie sur le prix du gaz, de l'électricité et du carburant. À chaque plein, vous payez pour la transition. Avec la flambée des prix à la pompe, ce prélèvement invisible devient insupportable, d'autant qu'il alimente un système dont l'efficacité est lourdement remise en question par la réalité des chiffres.

2. Une fraude massive face à des consommateurs démunis
Le malaise du secteur est gravé dans les chiffres : **aujourd'hui, près de 60 % des litiges liés à l'habitat concernent des prestations d'artisans**. Les bilans de la DGCCRF sont sans appel : plus de 50 % des établissements contrôlés présentent des anomalies. Entre démarchage abusif et devis opaques, les Français, souvent pris de court par l'urgence ou la complexité technique, sont les premières victimes de ces dérives. On a laissé s'installer un labyrinthe qui décourage les artisans de proximité au profit de structures agiles administrativement mais médiocres sur le terrain.

3. La confiance : le seul moteur qui ne doit pas s'encrasser
Ayant dirigé 650 techniciens sur le terrain avant de fonder MeilleurArtisan.com, je sais que la confiance ne se décrète pas par des formulaires. Aujourd'hui, près de 70 % des Français redoutent une arnaque lors de travaux (source Qualitel). **À travers notre activité quotidienne d'accompagnement numérique de milliers d'artisans, nous voyons les meilleurs d'entre eux abandonner les labels RGE, dégoûtés par la bureaucratie.** Pour que la transition réussisse, nous devons simplifier radicalement : sécurisons les paiements pour que l'artisan soit payé dès que le travail est validé, et que le client soit serein. C'est en remettant l'humain et la garantie au centre, et non la gestion de formulaires Cerfa, que nous redonnerons du sens à chaque euro versé par les Français.

La rénovation énergétique ne se fera pas avec des tableurs Excel, mais avec des mains expertes. **Si on demande aux Français un effort financier sur leur carburant, la moindre des choses est de leur garantir que cet argent sert réellement à chauffer leur maison, et non à nourrir une bureaucratie défaillante**



Par Olivier Herlent,
Fondateur de MeilleurArtisan.com